

CONGRÈS DE TOULOUSE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

5, 6, 7 SEPTEMBRE 2007

Yves VILTARD
Centre de Recherches Politiques
de la Sorbonne Université Paris 1
yves.viltard@univ-paris1.fr

atelier 29L'amitié dans les relations internationalesFriendship in international relations

*QUE FAIRE DE LA RHÉTORIQUE DE L'AMITIÉ
EN RELATIONS INTERNATIONALES*

«Poutine et Bush renouent leurs liens d'«amitié» » pouvait titrer le journal *Le Monde*, en première page, sous la rubrique diplomatie, à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine, début juillet 2007, dans la résidence d'été de la famille Bush de Kennenbunkport. Cette formulation nous indique très précisément l'usage qui est fait aujourd'hui de la notion d'amitié dans les relations internationales. Tout d'abord, parmi les locuteurs qui s'autorisent à parler d' « amitié » dans les relations internationales, il semble que les responsables suprêmes des politiques étrangères demeurent les mieux placés. Mais aussi, l'usage politique exclusif du langage de l'amitié au plan international ressort des guillemets utilisés par le journal qui objective, en prenant ses distances, cette démonstration d'« amitié » comme appartenant en propre au code de conduite et pour parler comme Wittgenstein au jeu de langage commun aux acteurs politiques. Les guillemets qui encadrent très souvent dans la presse l'évocation de « l'amitié » en politique jettent ainsi un doute sur sa *sincérité* . En la circonstance, nul n'ignore que la rencontre survient à un moment où se manifeste un regain de tension entre les Etats-Unis et la Russie. En clair, aujourd'hui seuls les professionnels de la politique agissant sur la scène internationale dans leur rôle de représentations utilisent comme un langage naturel, celui de la grande diplomatie, le langage de l'amitié. Les journalistes s'en gardant bien

dans l'exercice ordinaire de leur profession. En ce sens, on peut gravement discourir avec le philosophe sur les « politiques de l'amitié »¹ ou plutôt percevoir l'usage rhétorique de l'amitié comme spécifique du discours politique, aussi bien d'ailleurs en politique intérieure (où l'expression « amis de trente ans » ne peut plus être prononcé en France sans faire sourire) qu'au plan international.

Mais les journalistes ne sont pas les seuls à laisser aux politiciens leurs affaires d' « amitié ». Les chercheurs, et notamment les politistes, et plus précisément les spécialistes des Relations Internationales, n'ont jamais fait grand cas du concept d' « amitié », mais peut-être plus encore aujourd'hui où tout le monde est « amis » avec tout le monde, à l'exception de quelques empêcheurs de tourner en rond internationalement identifiés comme « voyous » ou « terroristes ». « Parole en l'air » (*cheap talk*) comme le dit spontanément Alexander Wendt, un des rares spécialiste de relations internationales à avoir consacré assez récemment quelques pages au concept d'amitié dans la théorie des relations internationales, en soulignant que c'est la routine pour les hommes d'État que de se référer aux autres États comme à autant d'amis²/ En fait, le tort de l' « amitié » dans la compréhension que nous en partageons aujourd'hui est d'être indissolublement liée au registre des sentiments privés, un sentiment des plus nobles et des plus exigeants, mais justement dont la profession dans les affaires publiques ne peut pour cela qu'éveiller la méfiance. Un déni en soi de notre perception de la réalité du monde comme tragique.

L' « amitié », comme sentiment privé subjectif, fonctionne comme un leurre puissant dans les jeux de pouvoir, par définition asymétriques, auxquels excellent les politiciens, et trouve pour cela difficilement sa place parmi les concepts analytiques de la science politique et plus précisément des RI. La notion d' « amitié » est en ce sens trop miroitante, trop insaisissable, trop mensongère, et surtout peut-être trop vivante. Qui plus est, les RI représentent une sous-discipline assez récente, en quête de respectabilité scientifique et pour cela d'un cadre théorique de référence solide et sérieux. Elle renouvelle en cela le projet behavioraliste, qui dans les années cinquante avait déjà suscité l'ironie des philosophes, des historiens des idées, des moralistes et des tenants des

¹ Voir Jacques Derrida, *Politiques de l'amitié*, Galilée, 1994.

² Alexander Wendt, *Social theory of International relations*, Cambridge University Press, 1999, p. 298.

humanités classiques comme Reinhold Niebuhr³ ou Léo Strauss⁴, pour ne pas parler de Christopher Lasch⁵.

Le projet, certes, est renouvelé et mobilise de nouvelles armes théoriques puisées dans les arsenaux de la pensée post-moderne et constructiviste inspiré par la psychanalyse, le cognitiviste et le néoinstitutionnaliste. Sont privilégiés le rôle des idées et des narrations, sans délaissier pour autant les approches sociologiques, la question des intérêts et des rapport de force pour penser l'impensable, à savoir les structures de l'anarchie, l'objet même des RI qui jusque dans les années soixante relevait de l'art diplomatique fondé sur l'érudition, l'expérience, l'habileté et autres formes de la prudence qui ne peut s'enseigner.

Dans ces conditions, dans quelle mesure les RI peuvent tirer un profit heuristique d'une attention portée à la notion d'*amitié*, et plus particulièrement, à travers les usages que les acteurs en font aujourd'hui au plan international ? C'est la question que nous voudrions poser dans cet essai.

En effet, les relations entre les États, comme la rencontre entre Bush et Poutine nous l'indique, font coïncider relations diplomatiques et relations personnelles de façon indissoluble et condensent ainsi toutes les questions que l'*amitié* a posées tout au long de sa carrière dans la pensée politique depuis l'Antiquité. La présence de l'*amitié* peut être ostentatoire, comme on l'a vu dans notre exemple, mais aussi, discrète et non moins identifiable sous d'autres vocables, comme la bonne intelligence, la concorde, l'entente, l'accord, le pacte, le traité, la cohésion, l'harmonie, la camaraderie, la compréhension, la fraternité, la sympathie, la bienveillance, la confiance, la relation entre égaux, la réciprocité, l'hospitalité, la bonne disposition, le simple caractère amical d'une relation mais aussi l'exclusivité d'une relation, la connivence, l'intelligence au sens de complicité, le clientélisme, l'assujettissement, la dépendance, l'engagement dans des obligations asymétriques marquées par la domination, l'alliance contre un adversaire ou un ennemi déclaré, la sécurité, l'hostilité, l'inimitié dont elle est inséparable mais plus

³ Reinhold Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society*, Charles Scribner's & son, 1936.

⁴ Leo Strauss, *Liberalism Ancient and Modern*, Basic Books, 1968.

⁵ Christopher Lasch, « The Anti-intellectualism of the Intellectuals » in *The New Radicalism in America*, Norton & Company, 1965.

encore, le secret, le manque de sincérité, la duplicité, l'ingratitude, l'intelligence avec l'ennemi, la trahison, toutes notions dont elle infléchit le sens en accompagnant leur énonciation comme un véritable marqueur des transformations des systèmes politiques et du système international jusqu'à nos jours, au gré des conjonctures et des contextes, ainsi que les façons de les penser depuis que l'on réfléchit sur ordre politique et anarchie, guerre et paix et plus généralement sur les relations entre soi et l'Autre, entre interne/externe⁶, entre le national et l'étranger dans et entre les sociétés humaines. L'évocation de l'*amitié* dans les rhétoriques et pratiques politiques devient alors une affaire sérieuse.

En Relations Internationales, la question centrale est inlassablement celle de savoir si l'État peut être considéré comme le principal acteur et possède toujours, ou a jamais possédé, la souveraineté aussi bien intérieure qu'extérieure, lui permettant de jouer pleinement ce rôle. Cette question guide les interprétations théoriques dominantes qualifiées de réaliste, libérales ou constructivistes respectivement fondées plus ou moins centralement sur le rôle déterminant de la force, de l'intérêt ou des idées. Comme le montre de façon convaincante, dans un article récent, l'historien des idées politiques Evgeny Roshchin, les différents usages de l'*amitié*, dans les traités et les écrits politiques antérieurs au traité de Westphalie de 1648, — qui marque conventionnellement la naissance d'une société internationale ou plus exactement européenne tendant à reconnaître la seule légitimité des États (à entendre comme États souverains ou plutôt États selon la conception Hobienne où règne sans partage un souverain, roi, assemblée ou peuple) comme acteurs des relations internationales — sont des indicateurs précieux de la transformation des dispositifs discursifs et institutionnels l'ayant rendu possible.⁷ L'auteur insiste sur le rôle joué par la mobilisation et les transformations du concept d'*amitié* dans la structuration des polémiques sur les régimes politiques souhaitables entre monarchistes et républicains au sortir du Moyen âge et tout au long de la Renaissance, qui trouveront une sanction dans la lettre des traités d'*amitié*

⁶ Voir R.B.J. Walker, *Inside/Outside : International relations as political theory*, Cambridge University Press, 1993.

⁷ Evgeny Roshchin, « The concept of Friendship From Princes to States », *European Journal of International Relations*, Vol 12 N°4, décembre 2006, p.599 à 624.

conclus au cours de la période.⁸ Il conclut à une évidente transformation dans le savoir politique de l'époque où les « modèles passés, d'une amitié [*Friendship*] publique combinant relation "verticale" — reposant sur des relations de vassal à suzerain — et horizontales — entre certains princes — sont remplacés par un modèle horizontal d'amitié publique internationale [avec l'usage du mot "*amity*"] — entre souverains, monarques européens pour l'essentiel — »⁹.

Ce que révèle cette période est particulièrement important pour la suite de notre démonstration. On y voit que si l'*amitié* change d'axe en instaurant une communauté d'égaux, elle demeure au plan international personnelle, ce que confirme le système généralisé d'alliance à travers les mariages dynastiques qui fait que tous les souverains européens deviennent, jusqu'au début du XIX^e siècle, des alliés par des liens du sang. (une forme particulière d'*amitié* entre cousins).

Mais surtout, les écrits politiques de l'époque montrent l'intensité des polémiques sur la nature de l'*amitié* ou concorde qui doit régner au sein même des sociétés, notamment dans les relations entre le prince et ses sujets, et sur la légitimité même du souverain, bien plus que sur l'organisation de l'*amitié* au plan international. Les divisions les plus violentes, notamment avec les guerres de religions qui accompagnent la réforme et la contre-réforme, sont des guerres fratricides, des guerres civiles avant d'être internationales, et la question principale est bien celle du bon régime à instaurer pour restaurer l'*amitié* dans la société. Le souci des princes et de ceux qui les conseillent est dans un sens semblable, instaurer avant tout une paix civile durable à l'intérieur, et pour atteindre ce but, secondairement, éliminer les ingérences « étrangères » en consolidant la souveraineté à l'intérieur grâce à des traités d'*amitié* reconnaissant par là les autres souverainetés et garantissant leur existence dans un nouvel ordre international européen, l'ordre wesphalien.

Néanmoins le triomphe de ce nouvel agencement se construit dans une tension qui ne cessera plus, avec les conceptions républicaines et humanistes de l'*amitié* entre tous les hommes, par l'affirmation de l'appartenance à une humanité commune, et la contestation de fait des conceptions centralisées et quasiment patrimoniales de l'autorité

⁸ Il se réfère plus particulièrement aux travaux de Randall Lesaffer, « Amicitia in Renaissance Peace and Alliance Treaties », *Journal of the History of International Law*, Vol. 4, 2002.

exercée par un monarque sur un territoire clairement délimité sur des sujets et non des citoyens.

On peut suivre Roshchin dans ses conclusions lorsqu'il nous dit que « l'idée de l'amitié chez un Milton (dans *The tenure of Kings and Magistrates* de 1650 ; soit une année avant la publication du *Léviathan* de Hobbes) est une tentative pour défaire la dichotomie entre amis et ennemis et suggérer un concept de l'amitié qui conçoive l'humanité comme un tout »¹⁰.

Car en effet, la conception wesphalienne, en inventant la souveraineté intérieure et extérieure de l'État, en vue d'assurer la paix civile à *l'intérieur*, exacerbe dans le même mouvement la figure de l'ennemi qui pourra, dans la version martiale et antilibérale du politique proposée par un Carl Schmitt, être identifiée avec celle de l'étranger. « Il se trouve simplement qu'il [l'ennemi] est l'autre, l'étranger, et il suffit pour définir sa nature, qu'il soit, dans son existence-même et en un sens particulièrement fort, cet être autre, étranger et tel qu'à la limite, des conflits avec lui soient possible qui ne sauraient être résolus ni par un ensemble de normes générales établies à l'avance, ni par la sentence d'un tiers, réputé non concerné et impartial »¹¹. Un ennemi avec lequel on est en guerre dans un combat qui n'a d'autre issue possible que son extermination. Carl Schmitt le martèle, « La guerre naît de l'hostilité, celle-ci étant la négation existentielle d'un autre être »¹². Dans cette version, l'unité de l'État renvoie à l'unité d'un peuple, ce qui signifie que la souveraineté intérieure s'exerce sans aucune faille, que la figure de l'État devient celle de l'État total. L'état de guerre justifie un État d'exception qui implique que toute relation avec celui qui est désigné comme l'ennemi soit interdite et considérée comme une forme de trahison, d'intelligence avec l'ennemi. Il devient alors logique que la charité chrétienne ne soit plus de mise, car il devient impensable que l'on « puisse aimer les ennemis de son peuple et qu'on les soutienne contre son propre peuple »¹³. Dans ce schéma, la figure même de *l'amitié* s'évapore et le couple

⁹ Evgeny Roshchin « The concept of Friendship... », p. 613. Les passages entre tirets sont de nous.

¹⁰ *Ibid.*, p. 618. La remarque entre parenthèses est de nous.

¹¹ Carl Schmitt, *La notion de politique*, (1932), Champs Flammarion, 1992, p. 64-65.

¹² *Ibid.*, p. 71.

¹³ *Ibid.*, p. 68. On peut voir ici se dessiner la figure de l'ennemi intérieur. Voir sur ce point Yves Viltard, « Le cas McCarthy. Une construction politique et savante de l'ennemi intérieur », *Cultures & Conflits*, N° 43, automne 2001, p. 13 à 60.

ami/ennemi, qui selon Carl Schmitt était censé être le propre du politique, ne ressort plus que de l'inimitié. Cela dans la mesure où la dichotomie ami/ennemi ne prend ; au dire de Carl Schmitt, son sens que dans les affaires internationales, qui ne laissent pratiquement, comme on vient de le voir, aucune place aux manifestations sincères d'*amitié*. C'est aussi du fait que, au sein de l'État, la politique se dégrade sous la forme dérisoire de la politique politicienne, en se confondant avec le pluralisme qu'il condamne, où « la configuration originelle opposant l'ami à l'ennemi ne conserve que l'un ou l'autre élément d'antagonisme, lequel se manifeste en tactiques et en pratiques de toutes sortes, en rivalités et en intrigues, et qui désigne par ce nom de politique les affaires et les manigances les plus curieuses »¹⁴.

Cette vision tragique du politique représente dans l'histoire de la pensée politique une véritable impasse intellectuelle qui renvoie au contexte historique non moins tragique qui l'a rendue possible et auquel l'auteur a sa part de responsabilité. Néanmoins, on peut dire qu'il nous alerte sur les illusions qui peuvent exister sur la solidité des fondements-même d'un système international wesphalien compris comme reposant sur une « culture lockienne de l'anarchie » pour reprendre l'expression d'Alexander Wendt où « Les rivaux doivent s'attendre à ce que les Autres utilisent parfois la violence pour régler leurs disputes, mais en le faisant dans les limites du “vivre et laisser vivre ensemble” »¹⁵. Ceci implique une certaine retenue, même dans la guerre, la disparition de l'Autre n'étant pas l'objectif. Dans cette version de « la culture lockienne de l'anarchie » « l'inimitié a besoin de l'Autre pour constituer son identité » adoucissant en cela la phénoménologie d'Emmanuel Lévinas pour qui « mon devoir de répondre à l'autre suspend mon droit naturel à la survie ».¹⁶

Pourtant pour les auteurs réalistes l'expérience du Nazisme, et le fait que la possibilité d'un comportement révisionniste des États ne puisse être réduit à cent pour cent — même s'il est devenu très exceptionnel après la seconde guerre mondiale au sens de la disparition d'une entité étatique par la conquête et la pure et simple annexion —, ne permet pas d'éliminer du système wesphalien tout élément de « culture hobbienne ».

¹⁴ *Ibid.*, p. 68.

¹⁵ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, p. 281.

¹⁶ Emmanuel Levinas, *Totalité et Infini*, Nijhoff, 1961.

De fait, si la relation d'*amitié* suppose bien que l'on soit deux, elle ne garantit jamais rien quant à sa réciprocité, et est toujours menacée par la trahison ou le revirement qui peut être aussi brutal qu'imprévisible. Dans ce sens, l'offre d'*amitié* ou de réconciliation sur la scène internationale à l'adresse d'un adversaire ou d'un ennemi, doit être faite, selon Arnold Wolfers, avec prudence et en prenant toutes les garanties, dans la mesure où elle peut toujours apparaître à l'Autre comme un signe de faiblesse.

Même si l'action diplomatique suppose la modération, la « recherche de l'*amitié* comme seul guide de l'action », nous dit-il, « peut conduire au désastre »¹⁷. On reconnaît ici la figure de Munich. En fait, la pensée d'Arnold Wolfers est marquée par son contexte de production : la guerre froide. L'objet de son ouvrage est de réfléchir sur les problèmes de sécurité posés au monde occidental, et plus précisément aux États-Unis, notamment à travers l'analyse des systèmes d'alliance et de sécurité collective et des impératifs qui pèsent sur la conception et la mise en œuvre de la politique étrangère aussi bien au plan interne qu'international. Il est un des rares auteurs de RI à aborder dans ce sens la question de l'*amitié*, mais dans un registre discursif normatif qui appartient encore pour partie à la philosophie politique et à l'art diplomatique, ce qui lui vaut, dans un avant-propos, la reconnaissance appuyée de Reinhold Niebuhr qui a la satisfaction de voir en lui un « *Political philosopher* » plutôt que « *Political Scientist* »¹⁸.

Ce compliment n'est d'ailleurs pas immérité. Ainsi, il utilise avec justesse le concept d'*amity* (venant du latin *amicitia*, titre de l'essai de Cicéron qui traite de l'*amitié* en politique, de l'*amitié* publique) pour parler de l'*amitié* publique dans les relations internationales, et non celui de *friendship*, plus approprié pour parler de l'*amitié* dans un sens affectif et privé, bien qu'utilisé indifféremment par bon nombre d'autres auteurs. Il nous donne aussi des indications précieuses sur la compréhension que l'on a, pendant la guerre froide, de la souveraineté interne et de son exercice international, que dénote également le mode narratif qui prévaut dans l'évocation des relations entre responsables de la politique étrangère et la société aux États-Unis, en clair sur la nature de l'*amitié* entre les « élites » et le « peuple ». On citera un peu longuement Wolfers pour faire saisir la structure de son récit et l'usage qu'il est possible de faire de la rhétorique de l'*amitié*

¹⁷ Arnold Wolfers, *Discord and Collaboration. Essay on International Politics*, Johns Hopkins Press, 1962, p. 56.

pendant la guerre froide aux États-Unis. Le propos est un mélange de constat et de conseils avisés lorsqu'il écrit par exemple :

«qu' une amitié (*amity*) étroite et effective comme celle entre alliés doit viser à promouvoir une amitié (*friendship*) émotionnelle. C'est la pure et simple expérience qu'un effort commun réussi pour la sympathie et la confiance mutuelle puisse ne pas produire les effets escomptés ; les vieilles rancunes, les suspicions, les ressentiments et les jalousies peuvent prévaloir dans certaines parties de la population. Dans ce cas, même les gouvernements démocratiques ne peuvent pas attendre passivement le développement d'un sentiment spontané d'amitié (*friendship*) dans le public pour avancer dans leurs politiques. Il y a de nombreuses manières par lesquelles une image favorable d'une autre nation peut être vendue à un public bien que des méthodes aussi radicales de manipulation de l'opinion publique que celles pratiquées dans les pays totalitaires soient incompatibles avec la démocratie¹⁹.

On peut voir dans ce raisonnement la justification de l'encouragement par les pouvoirs publics des jumelages de villes dans l'immédiat après guerre, notamment entre la France et l'Allemagne, en vue de consolider la réconciliation entre les États par « l'amitié entre les peuples »²⁰. D'une certaine façon, les responsables politiques considèrent qu'ils sont en avance sur leurs opinions publiques façonnées par les préjugés profondément ancrés dans les identités nationales.

Plus encore, l'exercice de la souveraineté à l'intérieur, dans la relation entre le gouvernement et le peuple, est pensée dans les termes proches des auteurs de la Renaissance : Arnold Wolfers évoque explicitement Machiavel, lorsqu'il dit qu'aux États-Unis, à la différence de bien d'autres pays, « le gouvernement agit dans des conditions ,qui ne sont pas totalement redevables à l'État, d'amitié (*amity*) s'étendant largement parmi la plupart des groupes suffisamment puissants pour influencer le cours

¹⁸ *Ibid.*, p. viii.

¹⁹ *Ibid.*, p. 33.

²⁰ Voir sur ce point Antoine Vion, « L'invention de la tradition des jumelages », *RFSP*, Vol. 53, N° 4, août 2003.

des événements domestiques »²¹. On saisit bien ici que l'amitié dont il est question, par exemple entre patrons et syndicats, n'a rien d'affectif, mais signifie vivre ensemble en bonne intelligence, ce que l'on attend dans une société « civilisée » ou « pacifiée » dont parle Norbert Elias.

On perçoit alors mieux, à mon sens, l'usage qui est fait de l'État wesphalien pendant la guerre froide, à la fois dans les visions réalistes en RI que dans les pratiques politiques et diplomatiques des États. La souveraineté autant interne qu'externe des États est consciencieusement cultivée et renforcée, dans la mesure où les menaces, pesant autant sur l'ordre interne, — avec notamment la présence de partis communistes puissants en France et en Italie —, que sur le système international, sont perçues comme particulièrement élevées, autant par les spécialistes de RI que par les gouvernants. L'avenir de l'humanité semble reposer sur des équilibres précaires où le moindre faux-pas peut avoir des conséquences apocalyptiques. Tout encourage les gouvernements des États occidentaux à garder la haute main sur la gestion de l'*amitié*, autant au plan interne qu'international, à travers un système d'alliances excluant tous acteurs autres qu'étatique, et qui ne soit étroitement patronné.

Arnold Wolfers dénonce par ailleurs la tentation du neutralisme, sinon le pacifisme prôné par certains États du Tiers-monde, à travers le mouvement des non-alignés, comme illusoire et manipulé par l'autre camp. La beauté de l'*amitié* dans les relations internationales comme dans les relations privées tenant, nous dit-il, aux obligations réciproques d'entraides et aux sacrifices possibles qu'elles impliquent. On ne peut escompter aucun secours si l'on ne donne pas soi-même des gages. La sécurité collective doit s'organiser dans des alliances, face à l'ennemi commun. Ces alliances tendent à se figer dans un vaste système international de clientélisme d'États amis qui n'excluent pas les tensions en leur sein, comme dans l'OTAN entre la France et les États-Unis.

Les dirigeants soviétiques ont de leur côté consolidé au fils du temps un empire où les traités d'*amitiés* entre les États membres désignés comme pays frères ne

²¹ *Ibid.*, p. 55.

représentent en rien des relations entre égaux, mais une forme totalement inédite d'organisation verticale de l'*amitié* bien plus contraignante que toutes les relations passées connues entre un puissant suzerain et ses vassaux. En 1968, elle permet d'énoncer la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée pour justifier l'intervention amicale des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Si la liberté de circulation des personnes est strictement contrôlée à l'Est, des restrictions importantes existent pour les citoyens des pays occidentaux et notamment américains, limitant sérieusement les manifestations « d'amitié entre les peuples » vivant de part et d'autre des « rideaux de fer et de bambous ». Les sociétés savantes internationales tendent également à se diviser entre les deux camps. Elles organisent dans le monde les amitiés électives des intellectuels sous le contrôle sourcilieux des États.²²

Si, écrivant au cœur de la guerre froide, Arnold Wolfers peut croire à la plus grande solidité de l'*amitié* entre alliés organisés dans un pacte de défense collective comme l'OTAN dirigé contre un ennemi clairement identifié, il est logiquement conduit à émettre des doutes sérieux sur l'efficacité d'une institution comme l'ONU qui inscrit dans sa charte les principes universaux de l'amitié entre ses membres, à savoir l'universalité des États, et plus encore sur la possibilité d'avancer vers la mise en place d'un gouvernement mondial mettant fin à l'anarchie internationale.

Les années quatre-vingt-dix, avec la fin du système soviétique et la division du monde en deux blocs, vont obliger autant les acteurs que les chercheurs à produire une nouvelle compréhension des réalités internationales. C'est incontestablement ce qui va conduire Alexandre Wendt à redécouvrir la question de l'*amitié* dans les relations internationales. Guidé par des préoccupations théoriques, il va inscrire sa réflexion dans les RI à un moment où il semble possible de rompre plus clairement avec les visions réalistes et pluralistes. Il propose une interprétation « constructiviste » et « idéaliste » de l'*amitié* qu'il rapporte à une « culture kantienne de l'anarchie » internationale. Il énonce donc les deux règles de l'*amitié* qui « structure les rôles » que tout État escompte voir respectés par les autres États partenaires. La première est que la communauté de sécurité

²² Voir Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme, Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Fayard, 1995 ; Yves Viltard, *La Chine américaine*, Belin, 2003. On y trouvera l'histoire de la dissolution, dans les années soixante, de l'*Institute of Pacific Relations*, association internationale indépendante des spécialistes de l'Asie depuis les années 30, qui ne résistera pas à la guerre froide.

soit « le non recours à la guerre ou à la menace de guerre dans la résolution des disputes ». La seconde concerne la sécurité collective ou aide mutuelle « qui est de venir au secours de tout partenaire menacé par un tiers ».²³ Bien que ces principes ressemblent à s'y méprendre à ceux de la charte des Nations Unis, l'auteur nous dit explicitement qu'il ne les entend pas, notamment le second, comme formant un système universel. C'est clairement par un souci de pragmatisme et de cohérence théorique qu'il est conduit à formuler cette restriction. Il pose en effet tout au long de son ouvrage une question redoutable qui est celle de l'intériorisation de la norme par les acteurs dans les relations internationales. Les acteurs en question demeurent fondamentalement des États. De fait, une réalité persistante comme la communauté européenne et d'autres associations régionales qui s'y apparentent, méritent d'être expliquées autrement qu'en termes de rapports de force ou d'intérêts bien compris. On doit aussi les distinguer des alliances conclues tactiquement pour faire face à un ennemi commun. Ce qui frappe, c'est alors la profondeur « culturelle » de la relation de confiance entre les partenaires. Cette relation mérite d'être désignée sous le nom de l'*amitié*. Une figure authentique de l'*amitié* surgit et la naturalise. Comme si toutes les objections inlassablement soulevées par les moralistes et les philosophes du politique quant à la pertinence de l'idée même d'*amitié* en politique n'étaient plus qu'une poignée de sophismes desséchés. L'*amitié*, elle est là sous nos yeux, et elle opère comme si, nous dit l'auteur, « les frontières cognitives se dilataient pour inclure l'Autre ; Soi et l'Autre forment une unique « région cognitive » » Il ajoute encore, « Les intérêts internationaux font maintenant partie de l'intérêt national, pas seulement les intérêts que les États doivent avancer au bénéfice de leur propre intérêt national ; l'*amitié* (*friendship*) est une préférence comme résultat, pas seulement une préférence stratégique»²⁴. On voit que la distinction entre *amity* et *friendship* ne semble plus nécessaire. L'auteur parle des États comme de personnes animées par des sentiments moraux authentiques et durables, culturellement enracinés, qu'il présente dans le même mouvement comme des rôles socialement institués. Des questions difficiles comme celle des limites aux sacrifices auxquels l'*amitié* peut conduire dans la

²³ Alexander Wendt, *Social theory...*, p.298-299.

²⁴ *Ibid.*, p. 305.

solidarité entre les États trouve une réponse digne de Cicéron²⁵: « Les États doivent réellement être amis, pas seulement agir comme s'ils l'étaient »²⁶. On peut se demander si l'auteur ne prête pas encore une trop grande attention au seul rôle des États dans les relations internationales pour tenter de comprendre la façon dont les normes internationales s'imposent à eux.

En effet, la fin de la guerre froide s'accompagne d'autres transformations dans la perception de la réalité internationale. On découvre tout d'abord que les souverainetés sont « perforées », poreuses.²⁷ D'une façon presque naïve, Ivo Duchacek dresse un inventaire des acteurs auxquels on n'avait pas forcément prêté jusque-là attention dans ces termes, qui entretiennent parallèlement aux États des relations avec l'étranger et dans ce sens mènent une action internationale, sinon une politique étrangère — en bref, entretiennent des relations d'*amitié* avec d'autres acteurs étrangers qui peuvent être d'autres États. Ainsi, il énumère, les partis d'opposition, les membres des diasporas, les entités subétatiques, les groupes d'intérêts, les firmes multinationales aussi bien que les petites entreprises locales, les syndicats, les acteurs internationaux non gouvernementaux en général dont il nous dit « qu'ils jouent un rôle correctif salutaire du paradigme stato-centrique », les mass médias, les universités, les églises, les scientifiques, les écrivains, les artistes, le public en général notamment « à travers le tourisme et tout contact avec des étrangers. » Il découvre que les États sont dans ce sens des « États-Nations multivoques » qui peuvent parler d'une seule voie notamment en état de guerre mais aussi entretenir une certaine cacophonie et que « les portes de sortie sont autant de portes d'entrée pour les tentations et les menaces extérieures ».²⁸

Il ne faudrait pas s'y tromper, cette nouvelle perception de l'exercice par de multiples voies de la souveraineté extérieure des États ne signifie pas, comme certains ont pu le croire un peu vite, la fin de la souveraineté des États, mais plutôt témoigne d'une transformation plus globale imposant, dans les années quatre-vingt, des

²⁵ Cicéron, *L'amitié*, (45 av.JC), Arléa, 1991.

²⁶ *Ibid.*, p. 307.

²⁷ Ivo Duchacek, *The territorial Dimension of Politics. Within, Among, and across Nations*, Westview Press, 1986 ; Ivo Duchacek et autres (Eds.), *Perforated Sovereignties and International Relations*, 1988.

²⁸ Ivo Duchacek, *The territorial Dimention...*, p. 222-223.

représentations dans les termes d'une relation nouvelle État-société civile ouverte sur le monde et perturbant les discours et les pratiques plus traditionnels du huis clos peuple-gouvernants.

Néanmoins, la « découverte » d'Ivo Duchacek n'est pas fortuite. Dans les années quatre-vingt, l'Amérique de Reagan est traversée par un profond courant pacifiste tourné vers l'international, qui pour partie en raison de la fermeture de la scène politique nationale pas seulement au radicalisme mais aussi libéralisme politique (au sens américain du terme), investit la vie politique et associative locale, notamment sur la côte ouest et dans des villes universitaires, et recrute parmi les gens éduqués mais aussi les mouvements religieux comme les Quakers. On y voit apparaître le slogan qui rassemble aujourd'hui encore nombre d'alter-mondialistes « penser global, agir local ».²⁹ et l'idée d'une diplomatie citoyenne³⁰.

Comme le montre bien John Lofland, le mouvement est particulièrement original comme mouvement politique en lui-même. S'il trouve son origine dans une mobilisation contre « le nouveau militarisme de l'administration Reagan », il se singularise par ses orientations et ses modes d'action. L'auteur qualifie ses membres de protestataires « courtois », policés (*Polite*) et le mouvement de mouvement consensuel, qui dans ce sens non seulement exclut toute violence de son répertoire d'action, mais surtout professe par l'exemple l'*amitié* entre les peuples, mais essentiellement entre les peuples supposés hostiles que sont les peuples américain et soviétique, en organisant des rencontres, des voyages, des échanges de correspondance notamment dans le cadre de jumelage de villes (en anglais le terme de *sistercity* est encore plus évocateur). Le comportement des militants, nous dit-il, est fait de « variations d'allégresse, mais plus exactement exprime l'optimisme, la bonne humeur, la gentillesse (*friendliness*), la bienveillance et la bonne volonté ». Cette attitude est à rattacher à une idéologie « mettant en avant ce qui est commun ». Les membres du mouvement « privilégient les bonnes nouvelles et les ouvertures au lieu de condamner ce qui ne va pas ».³¹ Dans ce

²⁹ Heidi H. Hobbs, *City Hall Goes Abroad. The foreign Policy of Local Politics*, Sage Publications, 1994.

³⁰ *The Citizen Diplomat* est un de ses organes de presse. Voir John Lofland, *Polite Protesters. The American Peace Movement of the 1980s*, Syracuse University Press, 1993 ; Michael H. Shuman, *Going Local, Creating Self-reliant Communities in a global Age*, The free Press, 1998.

³¹ John Lofland, *Polite Protesters...*, p.63.

sens, il s'agit bien d'une attitude diplomatique tout autant qu'une forme de diplomatie visant à surmonter les impasses dans lesquels la guerre froide a fourvoyé les dirigeants des grandes puissances. Et pour mieux faire apparaître, nous dit John Lofland, « en quoi nous sommes semblables » [russes et américains], les militants pensent que « des conversations directes favorisent l'amitié (*Friendship*), l'amitié stimule une communication meilleure et plus approfondie. » et que « les relations construites à travers toutes formes de diplomatie citoyenne devraient servir à réduire l'hostilité entre les deux superpuissances à travers la création de groupes de pression dans chaque société qui puissent éventuellement contraindre les deux gouvernements à modérer réciproquement leurs politiques ». ³²

Plus encore, le mouvement se situe en dehors du clivage droite gauche et de « la politique traditionnelle qui implique des « ennemis », confrontation et opposition. » ³³ On ne vise à offenser personne. D'une certaine façon, sans que cela soit forcément dit, cette attitude apparaît comme un gage de *sincérité* quant à l'offre d'*amitié* qu'elle constitue et qui pourrait être mal interprétée provenant de l'« ennemi », tout autant que par les autorités américaines, comme une forme de trahison. Mais la « diplomatie citoyenne » vise aussi à pallier les aléas de la diplomatie classique auxquels Thomas More, dans sa fable, apportait une solution autrement radicale. « La république utopienne » nous dit-il, « reconnaît pour *alliés* les peuples qui viennent lui demander des chefs, et pour *amis* ceux qui lui doivent un bienfait. Pour ce qui est des traités, que les autres nations contractent si souvent, pour les rompre et renouer ensuite, elle n'en fait jamais aucun » .

³⁴ Sous cet éclairage, l'*amitié* si ostensiblement affichée par les pacifistes « courtois » américains apparaît comme n'en participant pas moins d'une rhétorique, certes inédite, mais ne faisant que mettre en évidence, du fait des trésors de précautions déployées et de garanties données, l'impossibilité de légiférer sur la question de la sincérité en *amitié* ce qui selon Aristote en fait tout le prix. ³⁵

Par ailleurs on peut les situer à l'extrême opposé de Carl Schmitt, en son exact envers, du fait que leur disposition résolument tournée vers l'amitié barre toute

³² *Ibid.* , p. 57.

³³ *Ibid.*, p.74.

³⁴ Thomas More, *L'Utopie*, (1516), La Dispute, 1997, p. 97.

³⁵ Aristote, *Ethique à Nicomaque*.

possibilité d'hostilité ou d'inimitié et les oblige à ne jamais se défaire de leur positivité radicale.

On voit bien, avec le positionnement des pacifistes américains dans les années quatre-vingt, se former l'idéologie qui préside depuis à l'activité de nombreuses ONG, notamment dans le domaine de la résolution des conflits, et plus généralement qui participe de l'invention du terme « communautés épistémiques » — pour désigner l'association d'experts et de scientifiques au niveau international — pour peser sur les orientations politiques des États, que ce soit dans le domaine du désarmement, du développement durable ou de la lutte contre le réchauffement climatique par exemple. La légitimité du savoir prend alors le pas sur les seules et épuisantes démonstrations d'amitié des pacifistes américains en vue de rendre la planète plus vivable.

Cette nouvelle perception suppose une plus grande autonomie des acteurs de la société civile, qui apparaissent sur la scène internationale, sous la figure d'acteurs dit transnationaux dont Christopher Hill propose une typologie selon que leur action est territoriale, idéologique ou économique, et tente de décrire leur modes d'interactions avec les États³⁶. Ce qui apparaît, c'est une institutionnalisation et une professionnalisation croissantes qui en font des porteurs de valeurs universalistes, comme les ONG qui concurrencent les États sur les scènes internationale et intérieures. C'est dans l'ensemble complexe des transactions entre États, organisations internationales et acteurs multinationaux de toutes sortes dans les relations internationales et dans la vie des sociétés que les normes internationales s'imposent. On voit qu'il existe une nouvelle configuration d'acteurs, campant dans un entre-deux, entre l'interne et l'international, et plus ou moins clairement en compétition avec les gouvernements. Du coup, les praticiens des relations diplomatiques peuvent à rebours être enclins, comme l'ancien ministre des affaires étrangères français Hubert Védrine, à camper crânement sur des positions « réalistes » « conformes à l'intérêt national » contre

³⁶ Christopher Hill, *The Changing Politics of Foreign Policy*, Palgrave, 2003.

des tenants d'« Irrealpolitik » supposés sous l'influence des ONG et d'une opinion publique émotive, une de ses bêtes noires étant « le courant droits-de-l'homme »³⁷.

On voit là un renversement des positions morales. Les sociétés ne sont plus pensées comme fondamentalement crispées sur de vieilles rancunes ataviques les rendant sourdes aux problèmes de la planète et notamment ceux de la paix, mais plutôt comme travaillées par des acteurs transnationaux multiformes, allant des églises aux ONG, en passant par l'ensemble du tissu associatif, les communautés « épistémiques », savantes et expertes et les pouvoirs locaux donnant en permanence des leçons de bonnes pratiques internationales à des gouvernements égoïstes, l'*amitié* entre les peuples en constituant le ciment discursif obligé. Il n'est pas une convention instaurant une forme ou une autre de coopération, notamment dans le domaine de la coopération décentralisée, mobilisant d'innombrables acteurs subnationaux, nationaux, transnationaux et internationaux, qui ne sacrifie pas à la nécessité de célébrer l'*amitié* entre les peuples.

Les relations avec les acteurs dit transnationaux ne sont que très exceptionnellement gravement conflictuelles avec les États (le sabotage du Rainbow Warrior faisant figure d'exception) et il existe de fait bien souvent une collaboration, sinon une répartition des rôles : on parlera ainsi d'échelons de la diplomatie³⁸ ou de diplomatie non-gouvernementale³⁹ qui, si elle représente bien une transformation de l'exercice de la souveraineté des États aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne leur interdit pas de maintenir un discours sur l'« intérêt national » et la recherche d'influence, et pourrait bien, au bout du compte, apparaître comme la consolidant. Dans ce sens, aujourd'hui, comme on l'a déjà souligné, tout le monde est ami avec tout le monde à l'exception de quelques trouble-fête.

³⁷ Hubert Védrine, *Continuer l'Histoire*, Fayard, 2007, p. 139.

³⁸ Antoine Vion, Emmanuel Négrier, « La coopération décentralisée, échelon de la diplomatie », Congrès de l'AFSP, 2001.

³⁹ Henri Rouillé d'Orfeuil, *La diplomatie non gouvernementale. Les ONG peuvent-elles changer le monde ?*, Le livre équitable, 2006.

Néanmoins, on peut considérer que la tentative d'Alexander Wendt en 1999, dans l'optimisme même relatif qui est apparu dans la période qui a immédiatement suivi la fin de la guerre froide, pour intégrer la concept d'*amitié* dans les RI à travers l'idée d'un progrès indéniable selon lui d'une « culture Kantienne de d'anarchie » a connu brutalement son acmé avec le 11 septembre 2001 et ce qui s'en est suivi.

La politique étrangère unilatérale de l'administration Bush fils, l'invasion préventive de l'Irak dans l'ignorance des institutions internationales, la remise en cause des libertés et droits fondamentaux des étrangers aux Etats-Unis, le vote de la loi sur la sécurité intérieure qui fait figure de loi d'exception en matière de libertés individuelles notamment par la violation du droit au secret des communications, ainsi que l'accroissement considérable des pouvoirs de l'exécutif américain et son mépris pour les normes internationale notamment au regard du droit international concernant les prisonniers de guerre, font inévitablement penser à l'instauration de l'État d'exception schmittien, exigé par la nécessité impérieuse de mener une guerre à mort et sans fin prévisible contre un ennemi toujours plus menaçant et toujours plus insaisissable et qui laisserait peu de place pour la confiance en l'Autre et l'*amitié*.

Curieusement, ce retournement spectaculaire autant qu'imprévisible, ne semble pas vraiment remettre en cause le dispositif précédent mais s'y superpose, s'y empile, s'y additionne. L'intervention en Irak ne vise pas à rayer de la carte un État, à l'annexer, mais assez ingénument, au-delà des raisons économiques et stratégiques, à le transformer en une démocratie sur le modèle volontariste qui a si bien réussi au Japon et en Allemagne après la seconde guerre mondiale.

Le règne de la terreur, de la peur et du soupçon ne s'est pas davantage installé dans la vie quotidienne des américains comme pendant le maccarthysme. La vitalité du pluralisme politique américain ne s'est pas démenti. Progressivement, intellectuels, professionnels de la politique, journalistes, opinion publique et électorat, se détachent de l'administration actuelle de plus en plus isolée dans ses certitudes et les rangs des néo-conservateurs s'éclaircissent de jour en jour. Praticiens et experts des relations internationales, tous d'accord sur le point que la domination sans partage de « l'hyperpuissance américaine », notamment dans le domaine militaire, est un accident de l'histoire et ne saurait durer bien longtemps, s'inquiètent du développement de

l'antiaméricanisme jusque dans le moindre recoin de la planète. Ils débattent sans fin de la question de la meilleure façon pour les Etats-Unis de se réinsérer dans le système international et d'y refonder leur influence sur un *soft power* fait d'intérêts et d'estime mutuels récompensé ou consolidé par l'*amitié*. Dans ce sens, les deux expériences impériales américaine et européenne pourrait bien ne plus apparaître comme divergeant irrémédiablement entre un empire guerrier fondé sur la force et mal aimé et un empire pacifique reposant sur l'*amitié* et impuissant (Mars et Vénus pour reprendre la métaphore).

Mais le mot *amitié* est-il ici approprié ? En liant volontairement, dans le paragraphe ci-dessus, influence, intérêt et amitié, l'idée même d'*amitié* ne se trouve-t-elle pas vidée de toute signification ? Ne vaudrait-il pas mieux simplement parler de confiance, de légitimité et de relations pacifiques ou pacifiées ? Cela n'est pas certain. Le terme d'*amitié* signifie justement plus que la confiance qui n'en est que la conséquence ainsi que la légitimité. Et si l'*amitié* peut être évoquée, c'est justement parce que l'on peut voir dans le discours des internationalistes américains une offre sincère d'*amitié* tout autant qu'une quête narcissique de reconnaissance. Mais comme on l'a vu, il faut être au moins deux pour qu'existe l'*amitié* et en parler, la justifier c'est déjà l'entamer.

Paris 1^{er} septembre 2007